



Connaître ses droits

Coalition de défense des immigrants et des réfugiés du
Massachusetts

À propos de MIRA :



Les programmes :

- Plaidoyer et organisation
- Aide à la demande de citoyenneté
- Engagement civique

Notre vision est celle d'un Commonwealth - et d'une nation - où *tous* peuvent s'épanouir, quels que soient leurs origines ou la manière dont ils sont arrivés ici, et où *tous* peuvent participer pleinement à la vie sociale, économique et civique de leur communauté.





Aperçu de l'application des lois sur l'immigration

Le système d'immigration : Département de la sécurité intérieure



**Immigration &
Customs
Enforcement**

Police de
l'immigration /
application de la
loi, détention et
expulsion,
représentation du
DHS dans les
procédures
d'immigration

**Douanes et
protection des
frontières**

Application de la
loi à la frontière et
dans un rayon de
100 miles autour
de la frontière,
aux points de
contrôle et aux
points d'entrée

**Services de
citoyenneté et
d'immigration
des États-Unis**

Il statue sur les
demandes de
prestations
d'immigration
(asile, cartes
vertes,
citoyenneté, visas
spéciaux).

Comment les personnes peuvent-elles entrer en contact avec les services d'immigration ?



U.S. Citizenship
and Immigration
Services

- Contact avec le système pénal
- Demander une prestation à l'USCIS alors que l'on est sous le coup d'une mesure d'éloignement ou d'une inculpation pénale.
- Titulaires de la carte verte de retour de voyage
- Raids et application ciblée de la loi
- Autres circonstances limitées



Raisons de l'expulsion



Absence de statut légal

Motifs criminels, y compris :

- Presque toutes les condamnations pour trafic de stupéfiants
- Certaines violences domestiques, violation d'une ordonnance de protection
- Certains vols, certaines fraudes, et bien plus encore !

Parfois, des infractions relativement mineures et non violentes peuvent entraîner une expulsion obligatoire, même pour les détenteurs d'une carte verte !

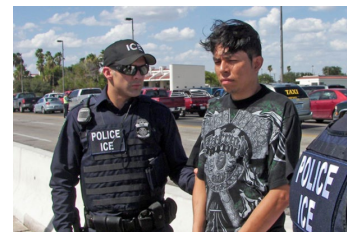
Infractions à la législation sur l'immigration / Fraude

Motifs liés à la sécurité (implication dans un gang, terrorisme)

Qui risque l'expulsion ?



- Toute personne qui n'est pas un citoyen américain peut être vulnérable si elle tombe sous le coup d'un motif d'expulsion tel que des accusations criminelles ou un ordre d'expulsion antérieur.
 - Immigrants non autorisés / sans papiers
 - Les personnes bénéficiant du statut de réfugié ou d'asile ou d'une autre forme de protection
 - Résidents permanents légaux (titulaires de la carte verte)
 - Non-immigrants (visiteurs, étudiants, etc.)





Connaître ses droits dans les interactions avec les services d'immigration

Droits fondamentaux



- Toute personne vivant aux États-Unis jouit de certains droits fondamentaux en vertu de la Constitution américaine, quel que soit son statut d'immigrant
- Il est important de faire valoir ces droits et de protéger nos droits fondamentaux



Carte de droits



<https://www.ilrc.org/red-cards>

Infographie multilingue sur l'utilisation de la carte des droits

- Faire valoir le droit de garder le silence peut être difficile.
- Il est utile que les gens aient dans leur portefeuille une carte de droits qu'ils peuvent sortir et donner aux agents de l'immigration ou à la police.

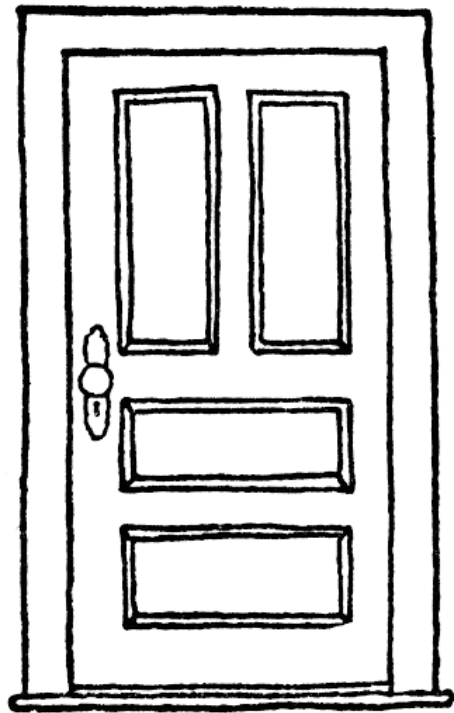


Si l'immigration vient chez vous...

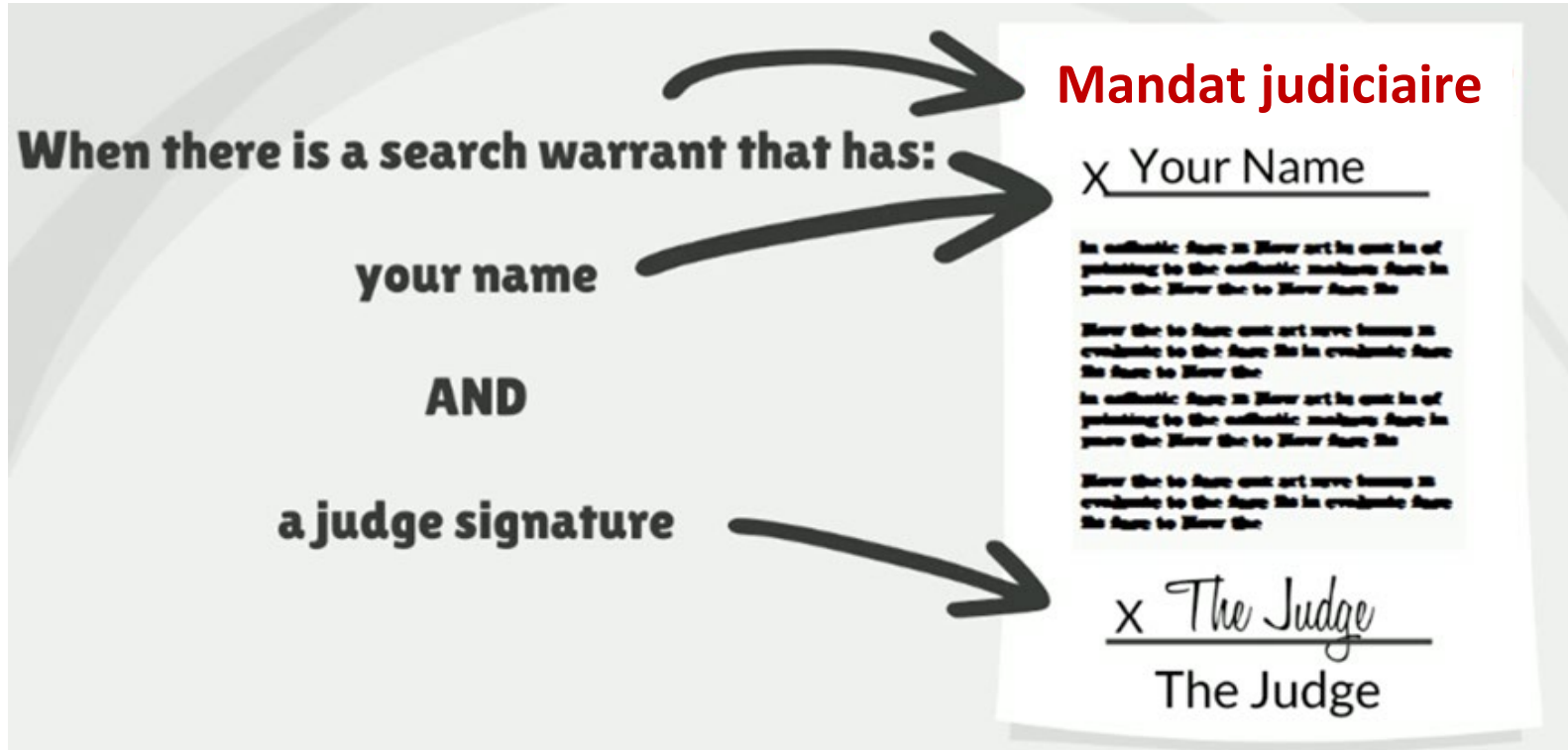


N'ouvrez pas immédiatement la porte :

- Légalement, vous ne devez pas ouvrir la porte à moins que l'agent ne vous fournisse un mandat signé par un juge.
- Demander aux agents de s'identifier (agence, nom, pièce d'identité)
- Demander s'ils ont un **mandat** signé par un juge
- Glissez une carte « Connaître ses droits » sous la porte
- Vous avez le droit de garder le silence et de vous faire assister par un avocat. Si vous décidez d'invoquer ce droit, dites aux policiers : « Je demande mon droit au silence et à un avocat. »
- Appeler un ami ou un membre de la famille citoyen américain ou un avocat



Quand les forces de l'ordre peuvent-elles pénétrer dans mon domicile ?



Mandats



Exemple de mandat signé par un juge

AD 102 (Rev. 01/09) Search and Seizure Warrant

UNITED STATES DISTRICT COURT
for the
Southern District of California

In the Matter of the Search of)
(Briefly)
or later,) and)
2043 Raymond Avenue) Case No.)
San Diego, California)
14 MJ 0396

SEARCH AND SEIZURE WARRANT

To: Any authorized law enforcement officer

An application by a federal law enforcement officer or an attorney for the government requests the search of the following person or property located in the Southern District of California.
(Identify the person or describe the property to be searched and give its location.)
See Attachment A-2.

The person or property to be searched, described above, is believed to conceal (identify the person or describe the property to be searched).
See Attachment B-2.

I find that the affidavit(s), or any recorded testimony, establish probable cause to search and seize the person or property.

YOU ARE COMMANDED to execute this warrant on or before February 14, 2014
(not to exceed 10 days)

☒ in the daytime 6:00 a.m. to 10 p.m. ☐ at any time in the day or night as I find reasonable cause has been established.

Unless delayed notice is authorized below, you must give a copy of the warrant and a receipt for the property taken to the person from whom, or from whose premises, the property was taken, or leave the copy and receipt at the place where the property was taken.

The officer executing this warrant, or an officer present during the execution of the warrant, must prepare an inventory as required by law and promptly return this warrant and inventory to United States Magistrate Judge Hon. David H. Bartick (Name).

☐ I find that immediate notification may have an adverse result listed in 18 U.S.C. § 2705 (except for delay of trial), and authorize the officer executing this warrant to delay notice to the person who, or whose property, will be searched or seized (check the appropriate box) ☐ For _____ days (not to exceed 30).
Until, the facts justifying the later specific date of _____.

Date and time issued: 1/14/2014 5:04 PM [Signature]
Judge's signature

City and state: San Diego, California Hon. David H. Bartick, U.S. Magistrate Judge
Printed name and title

Exemple de mandat d'immigration : ne donne pas l'autorisation de l'immigration d'entrer dans le domicile

U.S. DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY Warrant for Arrest of Alien

File No. _____
Date: _____

To: Any immigration officer authorized pursuant to sections 236 and 287 of the Immigration and Nationality Act and part 287 of title 8, Code of Federal Regulations, to serve warrants of arrest for immigration violations.

I have determined that there is probable cause to believe that _____ is removable from the United States. This determination is based upon:

- ☐ the execution of a charging document to initiate removal proceedings against the subject;
- ☐ the pendency of ongoing removal proceedings against the subject;
- ☐ the failure to establish admissibility subsequent to deferred inspection;
- ☐ biometric confirmation of the subject's identity and a records check of federal databases that affirmatively indicate, by themselves or in addition to other reliable information, that the subject either lacks immigration status or notwithstanding such status is removable under U.S. immigration law; and/or
- ☐ statements made voluntarily by the subject to an immigration officer and/or other reliable evidence that affirmatively indicate the subject either lacks immigration status or notwithstanding such status is removable under U.S. immigration law.

YOU ARE COMMANDED to arrest and take into custody for removal proceedings under the Immigration and Nationality Act, the above-named alien.

(Signature of Authorized Immigration Officer)

(Printed Name and Title of Authorized Immigration Officer)

Certificate of Service

I hereby certify that the Warrant for Arrest of Alien was served by me at _____ (Location)

on _____ (Name of Alien) on _____ (Date of Service), and the contents of this notice were read to him or her in the _____ (Language) language.

Name and Signature of Officer

Name or Number of Interpreter (if applicable)

Form I-201 (Rev. 08/14)

Permis de conduire



VOUS DEVEZ : conduire uniquement avec un permis de conduire complet, pas avec un permis de conduire.

POUR CONDUIRE avec un permis, il faut qu'il y ait dans la voiture une personne titulaire d'un permis de conduire :

- 1) Conduite depuis 1 an
- 2) Plus de 21 ans
- 3) Assis à côté du conducteur

Si vous êtes arrêté au volant...



Si vous vivez dans le Massachusetts, vous pouvez obtenir un permis de conduire quel que soit votre statut d'immigrant

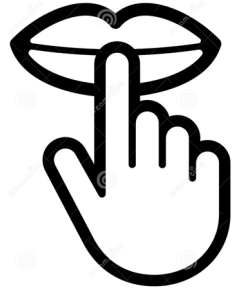
- Restez dans la voiture. Placez vos mains sur le volant de manière à ce que l'agent puisse les voir.
- Vous n'avez pas besoin de répondre aux questions, mais le conducteur doit indiquer son nom et son adresse. Présentez votre carte KYR.
- La police peut fouiller votre voiture si elle a de bonnes raisons de penser que vous avez été impliqué dans un délit.
 - **INDIQUER CLAIREMENT QUE VOUS NE CONSENTEZ PAS À LA FOUILLE**
- **Ne pas fournir de faux documents**



Si les services d'immigration ou la police vous arrêtent en public...



- Restez calme - Ne courez pas et ne résistez pas à l'arrestation !
- Demandez si vous êtes en état d'arrestation ou si vous êtes libre de partir.
- **Gardez le silence et dites que vous voulez parler à un avocat.**
- Vous avez le droit de ne pas être soumis à la prise d'empreintes digitales, sauf si vous êtes arrêté.
- La police peut vous fouiller si elle a de bonnes raisons de penser que vous êtes armé et dangereux.
- Si vous avez des documents d'immigration valides et que vous avez plus de 18 ans, la loi vous oblige à porter ces documents sur vous.
- Vous avez droit à un avocat. Demandez à appeler un avocat.



Ne fournissez jamais de faux documents !

Comment se préparer



- Connaissez vos droits au cas où un agent vous poserait des questions ou se présenterait à votre domicile.
- Mémorisez les numéros de téléphone des membres de votre famille et/ou d'un avocat ou d'une organisation en qui vous avez confiance. **Il se peut que vous ne puissiez passer qu'un seul appel téléphonique pendant votre détention !**
- Pensez à un citoyen américain ou à une personne ayant un statut d'immigrant en qui vous avez confiance et qui peut payer la caution si un juge de l'immigration vous en accorde une.



Arrestation et détention

- Si vous êtes arrêté ou détenu, ne **le faites pas** :
 - Signer quoi que ce soit ou prendre un « départ volontaire » sans l'aide d'un avocat
 - Comptez sur les agents d'immigration pour vous fournir des informations sur vos droits ; demandez à un avocat de vous fournir des faits.
- Vous avez le droit de :
 - **Garder le silence.**
 - Appeler un avocat ou un membre de la famille
 - Recevoir la visite d'un avocat en détention
 - Contactez votre consulat



Vous pouvez utiliser le localisateur [de détenus](#) en ligne pour trouver une personne détenue par les services d'immigration.



Mise en liberté sous caution

- Les services d'immigration peuvent choisir de placer les personnes qu'ils tentent d'expulser en détention.
- En cas de détention, de nombreuses personnes peuvent demander à être libérées sous **caution** pendant que leur affaire est en cours.
 - **Vous pouvez demander au juge de l'immigration de réexaminer la décision relative à la caution.**
 - **Cela permet de montrer des liens familiaux et communautaires forts**
 - **Seule une personne ayant la nationalité américaine ou un statut d'immigrant légal doit se présenter aux services de l'immigration pour payer la caution.**



Connaître ses droits : Préparation des familles

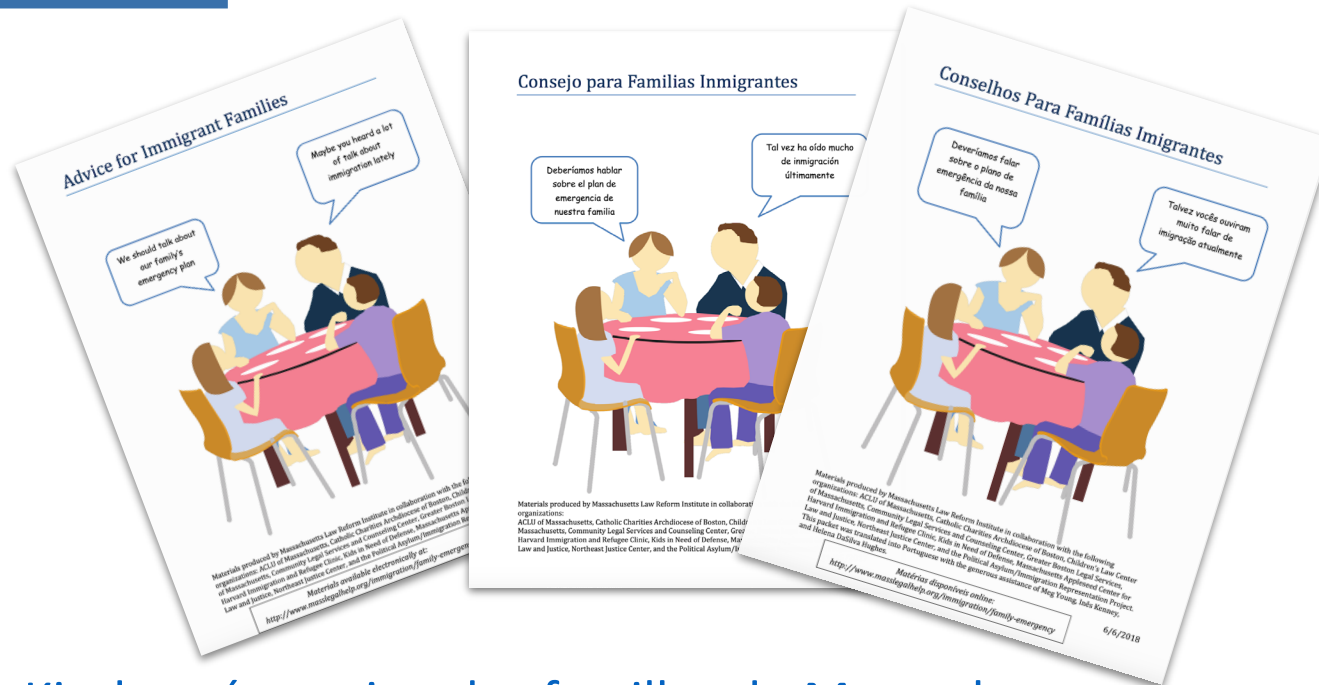
Droits parentaux



- Vous avez le droit de prendre des décisions concernant vos enfants, quel que soit leur statut d'immigration
- Vous n'êtes pas obligé de fournir des informations sur vos enfants, mais vous pouvez informer l'immigration si vous êtes le principal responsable.
- Vous avez le droit de prendre des dispositions pour la garde de votre enfant
 - Vous pouvez demander un appel téléphonique au moment de l'arrestation et vous pouvez demander comment vous pourrez contacter vos enfants.
- Si vos enfants sont placés dans des familles d'accueil, vous avez le droit de participer aux procédures de protection de l'enfance à partir de la détention et après l'expulsion, à moins que vos droits parentaux n'aient été annulés.
 - La détention et l'expulsion ne constituent pas un abandon



Préparation des familles



Kit de préparation des familles du Massachusetts
Plan de préparation des familles du Boston Medical Center
La préparation des familles dans d'autres États



Préparation des familles

- Qu'est-ce qu'un plan de préparation de la famille ?
 - Un outil qui peut vous aider à prendre des décisions éclairées sur la façon de prendre soin de votre famille
 - Plan de sécurité qui offre aux parents et aux prestataires de soins confrontés à la menace d'une détention ou d'une expulsion la possibilité de prendre des décisions :
 - Qui s'occupera de vos enfants en votre absence ?
 - Plans visant à répondre aux besoins éducatifs, médicaux et affectifs de l'enfant en votre absence
 - Projets de regroupement

Élaborer un plan



Mettez à jour les contacts avec l'école : assurez-vous d'avoir les coordonnées correctes de quelques personnes de confiance qui viendront chercher votre enfant à l'école au cas où vous ne pourriez pas le faire. Indiquez à l'école que vous souhaitez vous « retirer » de toute information d'annuaire publiée par l'école afin de protéger vos informations.

Enregistrez la naissance de votre enfant auprès du consulat de votre pays étranger : si votre enfant souhaite voyager ou s'installer dans votre pays d'origine, il sera plus facile de le faire si sa naissance a déjà été enregistrée auprès du consulat.

Demandez un passeport pour votre enfant : la plupart des gouvernements exigent que les deux parents autorisent leur enfant à obtenir un passeport. Si vous avez la garde légale exclusive ou une décision de justice spécifique, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de l'autre parent.

Rédiger une lettre de voyage : si votre enfant doit voyager en dehors des États-Unis, il peut avoir besoin d'une lettre notariée l'autorisant à voyager avec un adulte de confiance. Vous pouvez contacter une compagnie aérienne ou votre consulat pour obtenir des instructions précises.

Option informelle



- parler aux personnes que vous souhaitez voir s'occuper de votre enfant ou écrire ce que vous voulez qu'il se passe en cas d'urgence
- est le plus facile, mais il ne donne pas de droits légaux aux soignants et l'école ou le médecin de votre enfant peut ne pas suivre votre plan.

Affidavit d'autorisation du soignant



- donne à la personne qui s'occupe de l'enfant le droit de prendre des décisions concernant les soins de santé et l'éducation de l'enfant pendant une période pouvant aller jusqu'à deux ans
- Le parent conserve tous les droits et peut mettre fin au contrat à tout moment.
- Nécessite la signature d'un parent et de deux témoins, authentifiée par un notaire.

Autorisation de l'agent temporaire



- permet à « l'agent », ou à la personne que vous choisissez, de prendre toutes les décisions qu'un parent peut prendre (à l'exception du mariage et de l'adoption) pour votre enfant, y compris en ce qui concerne les biens et les finances
- Valable 60 jours après son entrée en vigueur, elle peut être renouvelée.
- Les deux parents doivent signer s'ils sont disponibles
- Doit être signé par l'agent et 2 témoins

Tutelle



- le tuteur légal a tous les droits d'un parent, mais il exerce ces droits à la place du parent
- doit être obtenue par voie judiciaire



Documents importants

- Il est très important de conserver tous les documents d'immigration et de s'assurer qu'aucune page n'est perdue.
- De nombreux documents portent le numéro d'identité de l'immigration (qui commence par la lettre A et comporte 8 ou 9 chiffres).
- Certains documents comportent des dates d'audience ou d'autres rendez-vous avec les services d'immigration - ces dates sont très importantes !





Accès aux prestations et à la charge publique

Principaux enseignements



- Les parents immigrés **peuvent toujours introduire une demande** pour leurs enfants citoyens américains - même si le parent n'est pas éligible !
 - Les parents n'ont pas besoin de SSN ou de preuve de leur statut **d'immigrant** pour faire une demande pour leurs enfants, mais ils doivent tout de même vérifier leurs revenus.
- Il n'est pas nécessaire d'être citoyen américain pour bénéficier des prestations.
- En vertu de la règle actuelle, il n'y a pas de conséquences en matière d'immigration à demander ou à recevoir des prestations autres que l'aide en espèces pour le maintien du revenu et les soins de longue durée en maison de repos.
- Les organismes publics d'aide sociale et les prestataires de soins de santé du Massachusetts ne signalent **pas** les immigrants à l'ICE

Règle de l'accusation publique



De nombreux immigrants ne sont PAS soumis à l'accusation publique.

S'APPLIQUE

À :

**Immigrants
demandant une carte
verte (résidence
permanente légale)
ou un visa
pour entrer aux États-
Unis.**

NE S'APPLIQUE PAS À :

- Citoyens américains
- Demandeurs de la citoyenneté
- Renouvellement de la carte verte
- Suppression des conditions
- Réfugiés/Asylees
- VAWA
- Visas T/U
- Mineurs immigrants spéciaux
- Demandes ou renouvellements de DACA
- Demandes ou renouvellements de TPS
- Liberté conditionnelle humanitaire

Prestations et charges publiques



Seuls deux types de prestations sont pris en compte dans le cadre de la règle actuelle :



- Assistance en espèces pour le maintien du revenu
- Placement en institution pour des soins de longue durée aux frais de l'État



La plupart des personnes confrontées au test de charge publique n'ont pas droit aux prestations prévues par le test.

La plupart des prestations ne sont PAS prises en compte dans le cadre de la règle actuelle



Programmes **de soins de santé**, comme MassHealth et les cliniques communautaires



Aide à la location, comme la Section 8, RAFT, EA shelter, et le logement public



Les programmes alimentaires, tels que SNAP, WIC et les repas scolaires



Prestations **en espèces provenant du travail**, comme le chômage, la sécurité sociale et les retraites



Programmes **nationaux non monétaires**

Liste des « avantages sécuritaires » pour le Massachusetts : <https://miracoalition.org/wp-content/uploads/2022/10/Massachusetts-Safe-to-Use-Benefits-October-2022.pdf>

La règle pourrait-elle changer ?



- La règle actuelle a été introduite dans notre réglementation fédérale et a survécu à des contestations judiciaires
- L'administration Trump pourrait tenter de rétablir l'ancienne règle, mais.. :
 - Même l'ancienne règle ne s'appliquait qu'à un petit nombre de personnes
 - Aucune modification n'entrera en vigueur immédiatement
 - Tout changement serait contesté par les défenseurs des droits des immigrants.



Connaître ses droits : Où obtenir une aide juridique

Who can give me advice and represent me in an immigration application or case?



An **attorney (lawyer)** with a valid license to practice law.



An “**accredited representative**” working for a nonprofit organization who has received training and special authorization from the US government to help people with immigration cases. You can look for the organization and the individual on the government’s [listing](#) of accredited representatives.



Notary publics (or “notarios”) are not lawyers in the US and cannot provide legal advice.



Other people like interpreters or tax preparers. Interpreters can help translate important documents sometimes needed for immigration cases and preparers can fill out the form with only the information provided by the applicant, but they cannot provide legal advice.^{3,4}

Que dois-je faire si j'ai été victime d'une fraude ?



Vous pouvez faire un rapport ! Cela pourrait contribuer à protéger les autres et à résoudre votre problème. Vous pouvez faire des déclarations auprès de :

- [Bureau du procureur général](https://www.eform.ago.state.ma.us/ago_eforms/forms/piac_ecomplaint.action) du Massachusetts : (617) 963-2917 ou https://www.eform.ago.state.ma.us/ago_eforms/forms/piac_ecomplaint.action
- Le conseil de surveillance du barreau du Massachusetts (Massachusetts Board of Bar Overseers) : <https://www.massbbo.org/s/complaints>
- Le programme de prévention des fraudes et des abus du tribunal de l'immigration (si vous êtes déjà au tribunal de l'immigration) : (703) 305-0470 ou EOIR.Fraud.Program@usdoj.gov

Ressources juridiques en matière d'immigration



- **Annuaire des services juridiques dans le Massachusetts :**
 - Massachusetts Legal Resource Finder :
<https://masslrf.org/en/home>
 - [Liste des services juridiques du tribunal](https://www.justice.gov/eoir/file/ProBonoMA/download) de l'immigration :
<https://www.justice.gov/eoir/file/ProBonoMA/download>
 - [Consultations gratuites dans](https://masslrf.org/en/programs/view/boston_immig_clinic) la ville de Boston :
https://masslrf.org/en/programs/view/boston_immig_clinic
- **Annuaire des services juridiques en dehors du Massachusetts :**
 - Immigration Advocates Network Legal Directory (annuaire juridique du réseau des défenseurs de l'immigration) :
<https://www.immigrationadvocates.org/legaldirectory/>





Plus de ressources

